

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE DU MONT MARTIN

12 AV DES VOSGES
67000 Strasbourg

Références : UDRD-2025-10-T-576
Code AIOT : 0005805729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DU MONT MARTIN implanté Lieu-dit Mont Martin 76660 Smermesnil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur la FERME EOLIENNE DE MONT MARTIN situé sur les communes de Smermesnil et Saint-Pierre-des-Jonquières dans le cadre de son suivi pluriannuel. Il s'agit de la première visite d'inspection depuis que le parc a été mis en service en 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DU MONT MARTIN
- Lieu-dit Mont Martin 76660 Smermesnil
- Code AIOT : 0005805729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERME EOLIENNE DE MONT MARTIN est autorisée à exploiter un parc éolien de 5 aérogénérateurs et un poste de livraison pour une puissance de 5 MW sur les communes de Smermesnil et Saint-Pierre-des-Jonquières. Les activités sont réglementées par arrêté préfectoral du 18 mars 2015, par deux arrêtés préfectoraux complémentaires du 2 novembre 2016 et du 14 mars 2022 ainsi que par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conception	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Réception acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques techniques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article A définir	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
9	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé l'étude acoustique dans son intégralité lors de la réception du parc (deux points de contrôle proches des habitations n'ont pas été mesurés). Il devra donc la compléter en évaluant l'émergence sonore sur ces deux points manquants.

Par ailleurs, en raison de la non-conformité détectée sur l'un des points mesurés lors de la première étude acoustique, l'exploitant devra prouver l'efficacité de la mesure corrective mise en place

(l'installation d'un mur végétal) afin d'attester d'un retour à la conformité.
L'étude complétée et les preuves associées devront être transmises sous 6 mois.

Par ailleurs, dans un délai d'un mois, l'exploitant :

- transmettra le rapport de contrôle technique attestant de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation.
- transmettra le rapport attestant de la conformité de l'ensemble des installations électriques comprenant notamment celles situées à l'intérieur de l'aérogénérateur.
- transmettra un acte de cautionnement mentionnant les références réglementaires des travaux de démantèlement et de remise en état du site en vigueur.
- justifiera de la levée des observations adressées dans le cadre des contrôles réglementaires électriques en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article A définir
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques techniques, situation administrative et organisationnelle
Prescription contrôlée : Parc éolien :Puissance totale,Nombre d'éoliennes du parc,Date de début de construction du parc,Date de mise en service : Éoliennes :Modèle des éoliennes,Hauteur du mât (nacelle comprise),Diamètre du rotor, Conformité des coordonnées géographiques déclarées dans le dossier de demande d'autorisation • Constructeur,Exploitant,Prestataire en charge de la maintenance,date du début de contrat :
Constats : La société FERME EOLIENNE DU MONT-MARTIN est autorisée à exploiter un parc éolien sur les communes de Sermesnil et Saint-Pierre-des-Jonquières. Le montage des éoliennes a eu lieu du 29 octobre 2017 au 27 novembre 2017. Le parc a ensuite été mis en service le 1er décembre 2017 et il est constitué de 5 machines (modèle Nordex N117). La puissance unitaire de chaque machine est de 3MW, soit une puissance totale de 15MW. La puissance totale installée autorisée dans l'arrêté étant de 16MW. La hauteur de mat est de 91m et le diamètre de rotor de 117m. Le prestataire en charge de l'exploitation est la société Energie Team. Le prestataire en charge de la maintenance est la société Nordex qui a contractualisé à la mise en service du parc soit le 1er décembre 2017. Le contrat de maintenance devant s'achever le 1er novembre 2033.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Conception
Prescription contrôlée : <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ».</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation »</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis avant la visite le rapport final de contrôle technique en date du 22 août 2017. Il est mentionné dans celui-ci qu'il "n'est pas un rapport de vérifications techniques sur ouvrage terminé" mais qu'il consistait plutôt en "une mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables." Le rapport a effectivement été rédigé deux mois avant le montage des éoliennes et semble d'avantage être celui attestant de la solidité des fondations. Ce rapport ne permet donc pas d'attester la conformité de chaque aérogénérateurs de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation".</p> <p>Il permet à l'exploitant de justifier en partie que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation » qui dispose qu'un contrôleur technique contribue à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Celui-ci doit donner son avis notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes. Aussi, la solidité des fondations attestée par ce rapport permet en partie seulement d'attester la solidité de l'ouvrage. Il apparaît donc nécessaire, ici aussi, de faire un contrôle une fois les éoliennes montées pour assurer le respect de cette prescription.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs également transmis la déclaration par le constructeur Nordex de la conformité des 5 aérogénérateurs à la directive machine 2006/42/EC qui impose des exigences de santé et de sécurité sur le marché des machines et outils mécaniques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Demande n°1 :</p> <p>Il n'y pas eu de contrôle d'un organisme compétent attestant de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation » ni de contrôle permettant d'attester que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ». L'exploitant</p>

transmettra pour cela un contrôle réalisé, une fois le parc entièrement monté, juste avant la mise en service industrielle. Ainsi qu'une preuve que la norme NF EN 61-400-1 ou IEC 61 400-1 sont respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Risque électrique

Prescription contrôlée :

L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ». Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13- 200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »

Constats :

Afin de démontrer que l'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique », l'exploitant a présenté plusieurs justificatifs :

L'exploitant a transmis un rapport Enedis en date du 28 août 2017 et attestant de la conformité de :

- la protection de découplage,
- la protection ampèremétrique,
- la protection watt métrique homopolaire.

L'exploitant a également transmis à l'inspection le résumé de conclusion de l'installation électrique "Installation haute tension", intervention réalisée le 31 août 2017, ainsi que le résumé de conclusion de l'installation électrique "Installation à basse tension ou TBT", intervention réalisée le 31 août 2017 également. Ces rapports, bien qu'ils concernent les installations électriques et qu'ils ne présentent pas de non-conformité, ont été réalisés en amont du montage des aérogénérateurs.

Ainsi, aucun rapport de contrôle transmis n'atteste de la conformité des installations électriques à l'intérieur des aérogénérateurs avant leur mise en service industrielle.

Cependant, l'exploitant a transmis les contrôles réglementaires de vérification initiale en date du 3 et 4 avril 2018. Ceux-ci font références aux normes NF C15-100, NF C13-100 et NF C13-200. Les 5 rapports respectifs à chaque éolienne présentent tous une non-conformité concernant la

protection contre les chocs électriques : il est observé l'absence de schéma des verrouillages entre cellules qui est donc à mettre en place.

Le rapport concernant le poste de livraison (PDL) réalisé le 3 avril 2018 indiquait une non-conformité concernant les équipements de protection et le matériel de sécurité : il y était relevé une absence de dispositif de vérification d'absence de tension qui était donc à mettre à disposition.

L'exploitant a également transmis après l'inspection le contrôle de 2024 pour chaque éolienne où cette non conformité n'apparaît plus dans le rapport. L'inspection considère donc que celles-ci ont été levées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 :

L'exploitant enverra un rapport de contrôle d'un organisme compétent attestant de la conformité de l'ensemble des installations électriques comprenant notamment celles situées à l'intérieur de l'aérogénérateur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

Constats :

L'exploitant a indiqué lors de la visite que certaines formations de bases sont nécessaires pour intervenir sur les turbines et notamment la formation de travail en hauteur, la formation à l'utilisation des extincteurs et la formation H0B0.

Il a été transmis à l'inspection les habilitations des employés du maintenancier pouvant intervenir sur l'éolienne, celles-ci comprennent notamment :

- une habilitation électrique basse et haute tension
- une formation sensibilisation à l'incendie
- une formation premier secours
- une formation travail en hauteur.

Un outil est utilisé en interne au sein duquel est référencé toutes les personnes habilitées en fonction des formations effectuées qui peuvent accéder au parc. Tous les salariés du maintenancier mais également ceux des entreprises sous-traitantes intervenant sur le parc doivent être habilités pour accéder à une éolienne, mais doivent préalablement signer le Plan de

Prévention (PDP) et prendre connaissance des consignes spécifiques.

Le personnel de conduite, qui permet à l'exploitant de piloter l'éolienne à distance, a, d'après l'exploitant, également eu accès à des formations sur la maîtrise des risques (notamment sur la gestion de la survitesse ainsi que sur les effets de la foudre). Il est par ailleurs constitué essentiellement d'anciens chargés d'exploitation.

C'est cette même conduite qui décide de la conformité des habilitations des intervenants et autorise donc l'accès sur le parc des intervenants.

L'exploitant a transmis par ailleurs le "passeport sécurité" du chargé d'exploitation : un titre d'habilitation professionnel recensant les formations effectuées avec notamment des formations sur : électrique, travail en hauteur, incendie, santé et sécurité au travail.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice (simulation de situation anormale)

Prescription contrôlée :

Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport de maintenance pour chaque éolienne. Les rapports en questions datent tous de 2025. Il est inclus dans ceux-ci :

- un contrôle effectué sur l'arrêt d'urgence
- un contrôle effectué sur le fonctionnement du système de surveillance de la vitesse de rotation.

Concernant la survitesse, l'exploitant s'est renseigné auprès du maintenancier suite à la visite sur la méthode pour la contrôler. Il est en fait injecté une valeur de vitesse du rotor, l'instruction donnée est contrôlée par le SCADA NC2 qui surveille en continu la vitesse du rotor et qui réagit à cette

<p>impulsion afin d'envoyer un code statut FM 5010. Ce test est effectué lorsque la turbine est à l'arrêt.</p> <p>Tous les rapports de maintenance présentés indiquent que ces contrôles ont été dûment réalisés cette année.</p> <p>En revanche, l'exploitant a indiqué ne pas réaliser des tests spécifiques pour l'arrêt. En effet, celui-ci est déjà réalisé à chaque intervention. L'inspection a par ailleurs demandé sur le terrain à l'exploitant de mettre à l'arrêt deux turbines. Après un appel à la conduite par le chargé d'exploitation qui participait à la visite, les deux turbines se sont arrêtées sans difficulté apparente.</p> <p>Les installations électriques intérieures et le poste de livraison ont également été contrôlés le 23 décembre 2024 par une "vérification contractuelle des tests et mesurage des installations et matériels électriques" et il apparaît que l'organisme en charge du contrôle a émis des observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> -sur l'éolienne n°85440 : un éclairage HS en nacelle -sur l'éolienne n°85441 : un éclairage HS sur une partie de la tour -sur le PDL : présence d'eau dans les fondations
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°3 : L'exploitant transmettra à l'inspection la preuve que les trois observations ont été levées sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle bride de serrage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans les rapports de maintenance de chaque éolienne ainsi que dans le protocole de contrôle des brides et des fixations rédigé par le maintenancier, il est indiqué qu'il est effectué annuellement un :</p> <ul style="list-style-type: none"> -contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés entre la tour et la nacelle -contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés des brides de la tour -contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés des fondations de la

<p>tour</p> <p>-contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés des pales</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de maintenances pour les 5 turbines et il apparaît que ces contrôles ont effectivement été réalisés en 2025 par un sous-traitant.</p> <p>Par ailleurs, une inspection visuelle extérieure et intérieure est réalisée tous les ans sur le mât et a été effectivement réalisée cette année.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection la liste de ces équipements de sécurité. Il y est mentionné notamment la détection de survitesse, de balourd, de glace et incendie.</p> <p>La liste des fonctionnalités précises de chaque capteurs et autres éléments qui composent ces équipements de sécurité ne sont en revanche pas décrits.</p> <p>Chaque équipement de sécurité renvoie une fréquence de maintenance, annuelle en l'occurrence, afin de garantir leur efficacité dans le temps. Lors de la visite, l'inspection a relevé l'absence de fréquence pour la détection de balourd dans la liste présentée. L'exploitant a expliqué suite à la visite que celui-ci était en fait bien contrôlé : le boîtier vibratoire (module ZXY) à l'entrée de la nacelle juste à côté des carters arbres lents vient contrôler les vibrations et les axes XYZ de la turbine en continu. Un test est effectué via le SCADA NC2 en injectant des valeurs au-delà du seuil de déclenchement, le boîtier vibratoire réagira en envoyant la commande et le SCADA affichera un code erreur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4 :</p> <p>Dans la liste des systèmes instrumentés de sécurité, il n'est ni indiqué de maintenance annuelle pour la détection de balourd, ni pour un arrêt simple. L'exploitant a indiqué que l'arrêt simple ne faisait pas l'objet de contrôle annuel car il était mis en oeuvre à chaque intervention d'une équipe</p>

sur l'éolienne. L'exploitant devra préciser les modalités de contrôle de la détection de balourd.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Réception acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le constat de situation sonore en date du 27 novembre 2018. La conclusion de celui-ci est la suivante :</p> <p>"Les émergences diurnes du parc sont conformes en tous points ; Les émergences nocturnes du parc sont conformes en fonctionnement normal pour 5 des 6 points de mesures ; Les émergences nocturnes du parc nécessitent une réduction des conditions de fonctionnement en période nocturne pour permettre une mise en conformité du point Fortel_Rue de Villers pour les vitesses de 4 et 5 m/s ; Le parc ne comporte pas de tonalité marquée ; Le parc respecte les niveaux sonores limites sur le périmètre de contrôle."</p> <p>Aussi, l'inspection constate dans le rapport que le bureau d'étude a effectué des mesures sur 5 points différents. Pourtant, l'étude d'impact ne prévoyait pas 5 points de mesure pour la réception acoustique du parc mais 7 points. Les deux points non contrôlés R50-Smermesnil et R51-Houppelande semblent pourtant les plus proches des habitations et présentant le plus de risques de dépassement d'émergence notamment par des vents de 5m/s à 7m/s en période nocturne et ce quel que soit le secteur de vent.</p> <p>Concernant le point n°1, seul point non conforme, il a été convenu à la suite de ce rapport par l'exploitant d'installer un mur végétal. Celui-ci a aussi indiqué qu'une simulation a été effectuée par un bureau d'étude, ce qui leur a permis de conclure à un retour à la conformité sur ce point grâce à cette solution.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°5 :</p> <p>L'exploitant fera réaliser une nouvelle étude acoustique intégrant les deux points non contrôlés. Celle-ci devra attester également sur la base d'une mesure le retour à la conformité du point n°1 (Lignemare).</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.</p> <p>[...]</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 18 mars 2015 astreignait l'exploitant à mettre en place des mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux et notamment certaines concernant la protection des chiroptères/avifaune. Un plan de bridage avait alors été défini, notamment concernant les éoliennes E1 et E2.</p> <p>L'exploitant a missionné un bureau d'étude pour réaliser un suivi de mortalité chiroptère et avifaune du parc éolien en 2018 ainsi qu'en 2021. En février 2022, le bureau d'étude rend son rapport et préconise comme action corrective d'élargir la programmation d'arrêts en faveur des chiroptères sur l'ensemble des éoliennes du parc du Mont-Martin et sur l'ensemble de la nuit par des vents inférieurs ou égal à 3,3m/s et des températures supérieures à 10°. La mise en place de ces mesures du 1er mai au 31 octobre permettra de couvrir 90% de la période d'activité des chauves-souris. En dehors de ces dates, les écoutes ont montré que l'activité des chauves-souris est nulle.</p> <p>Le 18 février 2022, l'exploitant fait parvenir à l'inspection en ce sens une demande de modification de l'article 6.1 de l'arrêté du 18 mars 2015 suite au suivi environnemental du bureau d'étude. La DREAL a pris acte par un arrêté préfectoral complémentaire (APC) en date du 14 mars 2022 de cette amélioration des modalités de bridage.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant envoie, pour prouver la mise en place du bridage au sein du SCADA, des captures d'écrans du SCADA laissant apparaître l'effectivité du bridage pour les</p>

paramètres précisés dans l'APC.

Comme préconisé par le bureau d'étude dans son rapport de février 2022, il serait opportun de mettre en place une nouvelle campagne de suivi pour valider les résultats obtenus en 2018 et en 2021, aussi bien pour les aspects quantitatifs (estimations de la mortalité) que qualitatifs (phénologie de la mortalité), et dans le cas d'un asservissement plus large des éoliennes, confirmer la bonne mise en place des mesures correctives et ainsi lever les incertitudes des résultats du suivi de mortalité de 2021 liés aux coefficients correcteurs.

À noter que le bureau d'étude avait également fait des propositions pour pouvoir augmenter les probabilités de détection globales lors des prochains suivis de mortalité pour améliorer la précision des estimations.

De plus, il a été présenté à l'inspection le jour de la visite, un outil de supervision interne du bridage permettant de vérifier le bon fonctionnement du bridage chiroptère, qui avertit l'exploitant lorsqu'un bridage chiroptère s'est réalisé ou non. L'inspection a pu constater que les données d'entrées (températures, vent et durée) sur l'outil correspondent bien à celles prescrites dans l'AP. Cet outil leur permet de vérifier le bon fonctionnement du bridage, une alerte est transmise au chargé d'exploitation en cas de dysfonctionnement.

Des types d'alarmes liées aux états du bridage chiroptère sur des périodes spécifiques peuvent donc remonter via cet outil :

"Évènement de protection animale inattendu" indiquant qu'un arrêt n'a pas eu lieu et aurait dû avoir lieu

"Arrêt pour protection animale inattendu" indiquant qu'un arrêt à eu lieu sans que toutes les conditions soient remplies

L'exploitant, interrogé sur la liste des événements de protection animale inattendus reçu sur l'année 2025, n'a pas souhaité transmettre la liste, celle-ci n'étant pas représentative d'un dysfonctionnement de la turbine (des problèmes de remontée d'informations, pertes de données ou imprécisions de mesures pouvant survenir).

L'inspection, afin de s'assurer du bon fonctionnement du bridage a donc demandé la liste des moments où le bridage était actif au cours de l'année 2025. Par sondage, l'inspection s'est penchée sur les arrêts survenus pendant le mois de juillet. 179 arrêts sont survenus sur le mois de juillet sur les cinq éoliennes du parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. « Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle. »

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 04/09/2025 un acte de cautionnement pour la ferme éolienne du Mont Martin. Le montant des garanties financières correspond à celui exigé pour ce parc. Cependant, l'acte de cautionnement vise des références réglementaires abrogées depuis 2017. L'étendue des travaux devant être couverts par les garanties financières, définie par l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, ayant été mise à jour en 2021, il est demandé à l'exploitant de transmettre un acte de cautionnement mentionnant les références réglementaires applicables au site et en vigueur sous 1 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 :

L'exploitant mettra à jour son acte de cautionnement solidaire en faisant référence à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26/08/11.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois